

## Titre VII : Dispositions protocolaires

Article 19 : La présente convention, jusqu'à la date de son entrée en vigueur dans les conditions prévues à l'article 21, est ouverte à la signature de tout Etat qui, à cette date, sera membre de l'Organisation des Nations unies ou d'une institution spécialisée.

Article 20 :

1. La présente convention est soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs dispositions constitutionnelles.
2. Les instruments de ratification seront déposés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 21 :

1. Lorsque la présente convention aura réuni les ratifications de douze Etats signataires, elle entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du douzième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui la ratifiera par la suite, elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.
2. Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera enregistrée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations-unies par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 22 :

1. La présente convention sera ouverte, après son entrée en vigueur à l'adhésion de tout Etat membre de l'Organisation des Nations unies ou d'une institution spécialisée.
2. L'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale et prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de ce dépôt.

Article 23 :

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente convention par une notification faite à l'Organisation de l'aviation civile internationale.
2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 24 :

1. Tout différend entre des Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de justice, en déposant une requête conformément au statut de la cour.
2. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente convention ou y adhèrera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe précédent. Les autres Etats contractants ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat contractant qui aura formulé une telle réserve.
3. Tout Etat contractant qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée à l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 25 : Sauf dans le cas prévu à l'article 24, il ne sera admis aucune réserve à la présente convention.

Article 26 : L'Organisation de l'aviation civile internationale notifiera à Tous les Etats membres de l'Organisation des Nations unies ou une institution spécialisée :

- a) Toute signature de la présente convention et la date de cette signature ;
- b) Le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion et la date de ce dépôt ;
- c) La date à laquelle la présente convention entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 21 ;
- d) La réception de toute notification de dénonciation et la date de réception et ;
- e) La réception de toute déclaration ou notification faite en vertu de l'article 24 et la date de réception.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

Fait à Tokyo le quatorzième jour du mois de septembre de l'an mil neuf cent soixante-trois, en trois textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise et espagnole.

La présente convention sera déposée auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale où, conformément aux dispositions de l'article 19, elle restera ouverte à la signature et cette organisation transmettra des copies certifiées conformes de la présente convention à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée.